



En ce premier CHSCTD de l'année scolaire 2020-2021, la FSU et l'UNSA-Education de l'Allier avec les syndicats qui les composent tiennent à alerter sur le paradoxe croissant de la politique sanitaire suivie dans le pays en général et dans l'Enseignement public en particulier.

*La seconde vague de la pandémie est pleinement à l'ordre du jour.* Il n'est pas une journée sans informations inquiétantes. A deux reprises depuis la rentrée, le gouvernement a annoncé que des mesures strictes voire douloureuses devaient être prises. La première fois, le premier ministre a en fait annoncé la diminution par deux des délais de confinement pour les personnes testées positives au Covid. La seconde fois, le ministre de la Santé a annoncé que pour qu'une classe soit fermée il fallait au moins 3 cas positifs dans la classe, et que les personnels masqués ayant côtoyés des enfants ou des jeunes testés positifs ne sont pas considérés comme « cas contacts ».

En résumé, plus les mesures prises sont durcies dans la vie générale de la population et du pays, plus elles sont adoucies dans les établissements d'enseignement, écoles, collèges, lycées !

Dans plusieurs départements et villes de France les rassemblements de plus de 10 personnes, y compris familiaux, sont interdits par arrêtés préfectoraux, mais les classes à 35 élèves en lycée sont maintenues.

L'école, avec les entreprises et certains transports en commun, sont-ils les seuls lieux dans lesquels l'entassement des personnes et leur brassage ne présenteraient mystérieusement nul danger alors que la distanciation physique préconisée officiellement, qui n'était possible en mai-juin qu'en raison des faibles effectifs, ne l'est plus à l'école ?

De la même façon, le discours public à l'encontre des activités festives et nocturnes va crescendo, mais aucune mesure n'a été prise à l'encontre des « semaines d'intégration » dans beaucoup d'établissements postbac, lesquels ont été suivies de contaminations massives.

Les personnels de l'enseignement, enseignants, CPE, Psy-EN, personnels médicaux-sociaux, agents, Atsem, AESH, AED, administratifs, personnels de direction ... constatent aussi que dans la pratique, l'inégalité prévaut d'un établissement à l'autre, d'une école à l'autre, d'une collectivité territoriale à l'autre, en ce qui concerne la fourniture de masques aux personnels. Il ne leur a d'ailleurs pas échappé que les masques en tissus fournis sont considérés par plusieurs ARS comme moins protecteurs que les masques chirurgicaux puisque n'évitant pas aux personnes qui les ont portés régulièrement d'être considérées comme « cas contacts », tout du moins avant les annonces du 16 septembre ...

Pas plus qu'il ne leur échappe que la diminution du nombre d'élève par classe et la réduction des brassages d'élèves lors des regroupements consécutifs aux remplacements, ou dans les enseignements de spécialité instaurés par la réforme du lycée, seraient des mesures prophylactiques efficaces, mais qu'elles ne sont absolument pas envisagées par le gouvernement et le ministère puisqu'elles nécessitent une hausse des moyens pour le service public et la fonction publique.

De même qu'il ne leur échappe pas que les moyens de la médecine scolaire, de la médecine du travail dans l'Education nationale, ainsi que l'affectation des postes d'infirmiers nécessaires et les moyens de remplacements d'infirmiers, demeurent scandaleusement insuffisants. Ce scandale existait déjà mais il s'aggrave en ce moment même avec les non remplacements et les non compléments des personnels à temps partiel, faisant que nous avons des établissements sans infirmier-e-s.

A l'insuffisance et à la disparité des moyens nécessaires s'ajoutent parfois la disparité des pratiques. En EPS, les protocoles laissent à l'appréciation du local, c'est-à-dire des municipalités, des chefs d'établissements et des

enseignants, le fait d'utiliser ou non les vestiaires, et le fait d'apprécier si telle ou telle activité, tel ou tel sport collectif, permet d'y respecter ou non la distanciation physique souhaitable.

Juste avant que le ministre de la Santé M. Véran n'annonce, le 16 septembre, que les personnels d'enseignements en cas de Covid dans leur classe n'auraient pas a priori à être testées ni mises en « septaine », nous commençons à nous inquiéter de différences entre les consignes données aux personnels via la hiérarchie de l'Education nationale et les recommandations plus prudentes données par l'ARS aux personnels l'ayant contactée directement, notamment les collègues AESH.

Les autorités académiques, le ministère et le gouvernement doivent de toute urgence prendre conscience que les personnels de l'Education nationale ressentent très durement l'impression de désinvolture flagrante à leur rencontre, et à l'encontre de leur santé, que donne cet ensemble d'injonctions contradictoires, d'insuffisance de moyens, et d'inégalité dans les faits. C'est ainsi que M. Véran, dans son intervention télévisée du mercredi 23 septembre, vient à nouveau de déconseiller les rassemblements familiaux. Et le rassemblement des enfants et des jeunes adultes par dizaines dans les salles de classe, ainsi que le moment le plus compliqué constitué par la fréquentation des réfectoires et cantines scolaires, salles de sport, piscines ... demeure, lui, tout à fait conseillé, sans explications ni même « éléments de langage ».

Ce message désastreux, par la désinvolture qu'il affiche, est aggravé par une mesure telle que le maintien de la déjà scandaleuse journée dite « de carence », qui est aujourd'hui clairement une mesure attentatoire à la santé publique en ce qu'elle pousse, par la contrainte salariale, à aller travailler quand on a un doute sur sa santé.

Nos collègues et nous-mêmes ne sommes ni aveugles, ni sourds : attentifs à nos élèves, nous constatons en cette fin septembre dans le second degré un absentéisme inhabituel à cette période de l'année, lié à la pandémie, aux tests, et à l'inquiétude des élèves et des familles. Le caractère anxiogène de la situation, fortement nourri par le caractère à la fois injonctif, culpabilisant et contradictoire, des annonces gouvernementales successives, va commencer à avoir lui-même des effets psycho-sociaux et sanitaires, se combinant à la difficulté réelle de travailler masquer, suite à laquelle les pathologies ORL suivant souvent de quelques semaines la rentrée scolaire, s'annoncent plus précoces voire plus graves.

Si la pandémie galope, si les services de réanimation sont à nouveau menacés de saturation, le gouvernement ne pourra pas expliquer à la fois qu'il faut se confiner et qu'il ne faut surtout pas se confiner. En appelant à poursuivre activités économiques, transports publics et scolarisation sans les réduire en rien, il donne le message selon lequel la pandémie n'est pas grave, nourrissant les courants complotistes. En appelant à ne pas sortir le soir, à ne pas faire de rencontres familiales, à porter le masque le plus possible, il donne le message selon lequel le péril est grave et généralisé. Ces messages simultanés et contradictoires nourrissent à leur tour anxiété et pathologies.

Nous sommes des représentants syndicaux. Nous ne sommes ni le corps médical ni le gouvernement. Nous ne prétendons donc pas avoir la compétence pour trancher entre les trois politiques possibles : un reconfinement général ou en tout cas fréquent ; un relâchement progressif général ; ou un investissement public massif et prioritaire afin d'appliquer réellement et sur tout le territoire le fameux paradigme « tester-isoler-traiter ». Mais nous pouvons et nous devons alerter les pouvoirs publics sur l'incohérence de leur discours et de leurs mesures : en l'état actuel aucune de ces trois politiques n'a été choisie clairement et justifiée par un argumentaire scientifique et un discours publics transparents. Il faut des protocoles sanitaires mais ils doivent être cohérents, appliqués, financés. Tout laisse à penser qu'une sorte de pari est fait en espérant que le virus perdra sa virulence afin que le « vivre-avec » prévale, mélangeant banalisation et culpabilisation. Même dans l'hypothèse, nullement certaine, d'une atténuation de la virulence de la pandémie, cette politique fait d'ores et déjà de gros dégâts, et l'Education nationale en souffre profondément.